



PC Info : la déchéance d'un service

Historique : Un projet dont les acteurs sont exclus

En 2012, la Direction de l'information décide la fusion de deux services du siège : le Point d'Enregistrement de France 3 et le PCAT de France 2. Ce projet, point de départ du projet Info 2015, mettra deux ans à être mis en place. Les deux services ainsi fusionnés formeront la partie technique du projet Info 2015, le PC Info.

Lors de la « fusion » en 2014, le moral n'était déjà pas au beau fixe. Les « ex-France 3 » ont subi une déqualification en passant de documentaliste à technicien. La plupart d'entre eux, n'intégreront jamais le PC Info (Arrêt maladie depuis plus de deux ans, attente de requalification pendant deux ans, CDD non reconduits). Les « ex-France 2 » ont vu leurs espoirs de participation au projet balayés d'un revers de main par une direction sûre de son objectif. Malgré leur implication positive dans la réalisation du projet, ils ont été tout simplement ignorés lorsqu'ils ont émis des observations ou des critiques pour son amélioration.

La nomination controversée du responsable de service en juillet 2013, a aussi contribué à dégrader l'ambiance générale. Par ailleurs, le PC Info a été façonné dans le même temps où se négociait l'Accord Collectif et s'effectuait la Transposition. Par conséquent, les salariés ont subi trois changements majeurs...

Un quotidien frustrant et démotivant

Puis, de préconisations non suivies en automatisations de tâches dans la méconnaissance totale du travail réel, voire le mépris des salariés, la Direction de l'information a réduit petit à petit le travail des techniciens à sa plus simple expression : des presse-boutons.

Avec une organisation peu ou mal définie, des procédures techniques régulièrement défaillantes et non-stabilisées, les techniciens sont tantôt impitoyablement critiqués, voire sanctionnés, tantôt loués de manière hypocrite pour leur « professionnalisme ». Le message de la direction n'était-il pas de leur faire comprendre qu'ils n'étaient rien de plus que des larbins aux ordres des Rédactions dans une relation, non pas de collaboration mais de client/prestataire ? Ce type de relation est forcément délétère, parce que le client doit être « roi ».

Pour surveiller ses « brebis », la Direction de l'Information a désigné quatre « bergers ». Ces cadres de proximité ont pris des responsabilités en ne laissant aux techniciens du service que des miettes et le sentiment qu'ils n'étaient plus capables d'organiser quoi que ce soit.

À l'heure où un projet de chaîne info aurait pu relancer un peu la motivation dans ce service, la direction enfonce le clou en l'excluant totalement du projet. Elle ne consacre en effet qu'un petit chapitre de dix lignes (sur 100 pages) à ce qui est encore aujourd'hui le centre névralgique de l'information de France Télévisions.

La CGT a d'ailleurs dénoncé cet oubli volontaire (comme les précédents), dans un tract diffusé le 16 février dernier.

Nouvelle OTT : le seuil de l'intolérable est atteint

À chaque nouveau projet, chaque tentative de casse des conditions de travail, les salariés du PC Info ont essayé en vain de résister à une direction naviguant visiblement à vue et jouant les « gros bras ».

La nouvelle organisation du temps de travail mise en place le 28 mars dernier a eu raison des dernières bonnes volontés. La direction a, sans surprise, rallongé le temps de présence des techniciens dans l'entreprise grâce à de longues pauses non rémunérées. Leur retirant aussi au passage des horaires décalés au bénéfice (encore) des cadres du service.

Bien que le PC Info ait pour mission principale la fabrication des journaux télévisés, certaines éditions sont fabriquées avec des effectifs réduits de moitié.

La CGT condamne une fois de plus l'attitude de la direction à l'égard de salariés ayant perdu jusqu'au sens de leur tâche. Elle dénonce le paternalisme des cadres de ce service, petits chefs dont l'utilité et l'importance sont toutes relatives. Elle dénonce le fait que la Direction de l'information se soit livrée à une caporalisation généralisée pour se donner l'illusion de l'efficacité et de la « productivité ». Elle dénonce les risques liés à cette situation et affirme qu'elle sera très attentive à l'état de santé physique et moral des techniciens.

Enfin, la CGT dénonce la déchéance de ce service provoquée par la Direction de l'Information qui, de deux services autrefois appréciés et plébiscités pour leur savoir-faire, leur implication et leur professionnalisme, a construit méthodiquement un service « vitrine » unique où le seul horizon possible est l'obéissance ou la « mobilité », pour ne pas dire la démission...

Paris,
Le 25 avril 2016